



Mardi 10 avril 2018

Communiqué de presse

SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS : LES ÉLUS DEMANDENT UN AUDIT INDÉPENDANT

Les Présidents des Départements de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise, ainsi que la Présidente de la Région Ile-de-France, demandent l'engagement d'un audit externe du Grand Paris Express et de la Société du Grand Paris.

Par un courrier adressé au président du conseil de surveillance de la Société du Grand Paris, les élus locaux ont sollicité la tenue d'une séance exceptionnelle de ce conseil afin de procéder au lancement d'un audit technique et financier du Grand Paris Express et de l'établissement public d'Etat qui en assure le pilotage.

Les élus considèrent qu'ils n'ont pas été en mesure, faute de disposer de quelque information que ce soit, de jouer le rôle de contrôle et de codécision qui leur est pourtant reconnu par les statuts de la Société du Grand Paris. En bouleversant, sans aucune concertation avec les élus ni avec la population, le calendrier de réalisation du Grand Paris Express, et en passant sous silence les causes réelles de cette décision, l'Etat a rompu brutalement l'équilibre de gouvernance et la relation de confiance qui avaient, jusqu'ici, permis l'avancement du projet.

Une expertise complète, menée par un prestataire indépendant, permettra de faire toute la lumière sur les raisons qui ont poussé l'Etat à revoir le calendrier du Grand Paris Express, mais que ce dernier refuse de nous transmettre.

Les élus ont demandé que la séance exceptionnelle du conseil de surveillance soit aussi consacrée à un débat sur les nouvelles orientations du Grand Paris Express, en termes de calendrier, de programme, de budget et de mesures de substitution.

En complète contradiction avec un engagement écrit pris par la Ministre des transports, le droit réglementaire des élus à un tel débat leur a en effet été refusé lors de deux séances successives du dernier conseil de surveillance. Lors de la séance du 9 avril, c'est même le directeur de l'administration de l'Etat en charge des transports, pourtant responsable de l'application des décisions de la Ministre, qui a refusé de fournir aux élus les informations qui auraient permis d'éclairer les choix du Gouvernement.

Lors de la séance du conseil de surveillance du 9 avril, les Présidents des Départements ont voté contre la nomination du nouveau président du directoire de la Société du Grand Paris, signifiant ainsi leur désapprobation quant au fait qu'ils n'aient pas été associés à la sélection de ce nouveau président.

Contacts presse :

- Patrick HERVY - Conseil départemental du Val-de-Marne / 06 32 54 57 93 / patrick.hervy@valdemarne.fr
- Shauna GREW – Conseil départemental de l'Essonne / 06 77 01 89 92 / sgrew@cd-essonne.fr
- Muriel HOYAUX - Conseil départemental des Hauts-de-Seine / 06 66 58 77 35/ mhoyaux@hauts-de-seine.fr
- Antoine DELANGRE MARINE – Conseil départemental de Seine-Saint-Denis / 06 79 89 83 29 / adelangremarini@seinesaintdenis.fr
- Luce MARGONTY – Conseil départemental de Seine-et-Marne / 01 64 14 60 42 / 06 72 84 70 49 / luce.margonty@departement77.fr
- Guillaume TALLON – Conseil départemental de Seine-et-Marne / 01 64 14 70 85/ 06 79 38 52 96 / guillaume.tallon@departement77.fr
- Fabrice MADOUAS – Conseil départemental des Yvelines / 07 62 85 29 06 / FMADOUAS@Yvelines.fr
- Marine PIVERT – Conseil départemental du Val d'Oise / 06 45 73 29 76 / marine.pivert@valdoise.fr
- Région Ile-de-France - Service de presse région Ile-de-France / 01 53 85 63 14 / servicepresse@iledefrance.fr